Introduction. Développement et inclusion : Le défi de notre temps

Introduction. Development and Inclusion: The Challenge of Our Time

Chalmers LaRose

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2949>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.2949](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2949)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Chalmers LaRose, « Introduction. Développement et inclusion : Le défi de notre temps », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 56 | 2016, mis en ligne le 01 novembre 2016, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2949> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2949>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Introduction. Développement et inclusion : Le défi de notre temps

Introduction. Development and Inclusion: The Challenge of Our Time

Chalmers LaRose

- 1 Depuis le Sommet mondial pour le développement social de Copenhague de 1995, qui consolida les principes du développement durable adoptés au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro de 1992, et plus tard l'adoption des Objectifs du millénaire pour le développement en 2000, puis tout récemment celle des Objectifs du développement durable en 2015, la problématique d'un développement économique et social inclusif s'affirme comme un défi politique de premier plan. À ce sujet, l'idée que l'inclusion sociale constitue un facteur significatif intervenant dans le développement qualitatif des sociétés obtient une adhésion quasi unanime. Face à la montée rampante des déséquilibres mondiaux actuels, marquée par l'approfondissement des inégalités et de la pauvreté, la nécessité d'une croissance inclusive constitue, à juste titre, un impératif stratégique et politique urgent. Or, à bien observer, la réalisation d'une société juste et inclusive, par la mise en œuvre de politiques et stratégies visant à éliminer la pauvreté, à réduire les inégalités et à combattre l'exclusion sociale, et au sein de laquelle tous les individus y joueraient un rôle actif en même temps qu'ils bénéficieraient des droits et privilèges équivalents, reste plus que jamais une noble et lointaine entreprise.

1. Les deux faces d'une même médaille

- 2 Nous partons de la présupposition que l'inclusion et l'exclusion sociale constituent les deux faces d'une même médaille. Si l'exclusion sociale demeure un concept très large avec plusieurs acceptions, il n'en demeure pas moins qu'il existe une compréhension minimale au sujet de ses traits fondamentaux, en particulier quand il s'agit d'appréhender la relation qu'il entretient avec le phénomène de la pauvreté et des inégalités (Sen, 2000; Bourguignon, 1999; Rodgers, Gore and Figueiredo, 1995). L'exclusion sociale réfère à l'incapacité d'un individu à participer au fonctionnement social, politique et économique de la société dans laquelle il vit (Tsakloghu and

Papadopoulos, 2001). Il s'agit d'un déni d'accès aux opportunités et privilèges qui sont imposés aux autres par certains groupes de la société (Behrman, Gaviria and Székely, 2003). Billette et Lavoie (2010) définissent l'exclusion sociale comme étant « un processus de non-reconnaissance et de privation de droits et de ressources, à l'encontre de certains segments de la population, qui se réalise à travers des rapports de force entre groupes aux visions et aux intérêts divergents »¹.

- 3 Selon José Antonio Ocampo (2004, p. 33), les concepts d'exclusion et d'inclusion sociale font ressortir la manière dont les bénéfices du développement, des réseaux d'interaction sociale et de la participation politique, sont distribués de manière inéquitable. Pour Mayra Muvinic, le concept apporte un éclairage à la fois sur l'écart existant dans la distribution des revenus et des avoirs dans une société et sur la persistance de la privation sociale et l'absence d'accès et de pouvoir qui en découle². Comme le soutient Amartya Sen (2000, p. 6), l'exclusion sociale est liée d'une manière constitutive et fonctionnelle à la privation de capacités. Elle est aussi la cause d'autres privations qui réduisent davantage les chances de l'individu ou du groupe de jouir d'un niveau de vie décent ou d'obtenir les moyens pour y parvenir³.
- 4 Plus précisément, l'accent mis sur la nécessité de réaliser l'inclusion sociale des populations et des individus vulnérables fait ressortir l'urgence avec laquelle le monde a besoin de sortir des verrous de l'inégalité dans le but de renforcer les bénéfices de la croissance économique. En effet, les inégalités sont devenues un sujet de préoccupation majeure en économie politique du développement. Le phénomène interpelle tant les porteurs de normes que les décideurs publics. Un rapport publié par le Programme des Nations Unies sur le développement en 2013 fait un constat accablant: Le monde est plus inégalitaire aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été depuis la Seconde Guerre mondiale. Bien que le monde soit dans l'ensemble plus riche qu'il ne l'a jamais été, poursuit le rapport, plus de 1,2 milliard de personnes vivent toujours dans l'extrême pauvreté. Les 1% les plus riches de la population mondiale possèdent environ 40 pour cent des richesses mondiales, alors que la moitié la plus pauvre n'en possède pas plus de 1 pour cent⁴.
- 5 Poursuivant dans la même logique, cette fois dans son très attendu Rapport sur le développement humain paru un an plus tard en 2014, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) réitéra ses fortes préoccupations face à l'acuité de la situation. Malgré des progrès récents dans la réduction de la pauvreté, observe l'organisme onusien, plus de 2,2 milliards de personnes vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle ou en sont très proches. Cela signifie que plus de 15 pour cent de la population mondiale reste vulnérable à la pauvreté multidimensionnelle. Dans le même temps, près de 80 pour cent de la population mondiale manque de protection sociale complète. Environ 12 pour cent (842 millions) souffrent de faim chronique, et près de la moitié des travailleurs (plus de 1,5 milliard) occupent un travail précaire ou informel⁵.
- 6 Dans le même temps, au cours des années 1990 et 2000, le slogan « la croissance est bonne pour les pauvres » s'est érigé en dogme et prescription de politique par excellence. Ce parti pris en faveur de la ruée vers la croissance accompagna l'accélération de l'insertion de certains marchés périphériques dans l'orbite de l'économie mondialisée. Au cours de cette période, plusieurs de ces économies ont connu une performance et une croissance vertigineuse dans plusieurs parties du monde, en particulier en Asie et en Amérique latine. L'expression pays, économies ou

marchés émergents est devenue le point de référence pour désigner ces espaces qui connaissent une croissance rapide et ouvrent des opportunités d'affaires pour les investisseurs globaux⁶. Vue de l'Amérique latine, cette opération fut la conséquence directe du consensus dit de Washington⁷, train de réformes économiques néolibérales instaurées au forceps dans la plupart des pays de la région en vue de maintenir la stabilité macro-économique et la discipline budgétaire tout en stimulant au passage le redémarrage de la croissance, l'insertion internationale et l'intégration régionale.

- 7 La situation décrite plus haut soulève une question fondamentale : La croissance économique enregistrée dans certains pays au cours de ces dernières années a-t-elle permis de générer un agenda cohérent de réduction de la pauvreté ? La nature de cette croissance répond-elle aux défis et enjeux relatifs aux inégalités criantes, aux faillites institutionnelles, aux barrières institutionnelles et aux vulnérabilités personnelles ? En dépit de cette tournure heureuse, mais pour le moins fortuite, l'évolution chaotique et imprévisible de l'économie mondiale n'atteste-t-elle pas aujourd'hui d'une persistance significative des inégalités et d'une forte résistance des indicateurs de la pauvreté ? La croissance inclusive peut-elle devenir une réalité ou est-elle une utopie ? En d'autres termes, comment conjuguer le développement avec l'inclusion, la croissance avec la cohésion sociale ?

2. Un défi gigantesque

- 8 Selon l'organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), au cours des trois dernières décennies les inégalités de revenus ont augmenté dans la plupart des pays membres de l'organisation. Si la croissance accélérée a fait le bonheur d'une élite globale et ses relais locaux lesquels en ont profité pour multiplier leurs avoirs et renforcer leur ascendance sociale, celle-ci a été loin d'être bénéfique pour les pauvres et les exclus. Tout au contraire, force est de constater que le progrès économique n'a pas réussi à atténuer les inégalités et disparités criantes. Dans plusieurs pays en développement qui ont expérimenté des épisodes de croissances vigoureuses, l'impact de ces succès économiques s'est souvent révélé douloureux et pénible pour les plus démunis.
- 9 La situation a évolué de manière dramatique au cours de ces dernières années. Entre les pays et à l'intérieur des pays, les inégalités de revenus se sont élargies. Les revenus des plus fortunés de la société ont augmenté à une vitesse vertigineuse et ceux des plus démunis ont stagné ou décliné. Une nouvelle normalité s'est donc installée dans les relations de pouvoir pour le contrôle économique et social. Le résultat est qu'une grande majorité de la population mondiale vit désormais dans des sociétés qui sont plus inégalitaires aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Un vent de cynisme et d'indifférence a emporté des pans entiers du tissu social. On ne s'émeut plus devant le fossé abyssal de richesses et de privilèges existant entre divers segments et fragments de la société. Dorénavant de tels écarts font partie d'un processus normal de distribution des récompenses, sacré et consacré par les lois du marché.
- 10 Je crois que toute croissance, et tout développement qui l'accompagne, génèrent des défis et risques sociaux importants. Souvent ceux-ci résultent des faillites et imperfections des marchés. La croissance déséquilibrée étant une manifestation récurrente du mode de production et d'appropriation des ressources existant au sein des économies de marché, est-ce la raison pour laquelle, de tout temps, les sociétés ont

cherché à développer et mettre en œuvre des instruments d'équilibrage destinés à absorber de telles imperfections. Dans les sociétés capitalistes avancées, des mécanismes ont été mis en place graduellement afin de faire face à ces enjeux structurels. Par le biais de contrats établis, les États et les partenaires sociaux se sont mis d'accord pour ériger une infrastructure de protection sociale, incluant des filets de sécurité sociale, afin de corriger certaines externalités et ainsi maintenir la cohésion de la société⁸. Or l'opinion générale est que la protection sociale, telle que la connaissent les pays de l'OCDE, représenterait un luxe irrationnel pour les pays en développement, et qu'elle pourrait même se révéler contre-productive pour ces pays⁹.

- 11 Dans la plupart des sociétés de consommation, l'élargissement des structures de production des inégalités compromet aussi bien les acquis en termes de croissance économique que les efforts visant la réduction de la pauvreté. La question principale pour les années à venir demeure celle de savoir dans quelle mesure l'économie politique pourra rencontrer le défi consistant à prévenir l'accroissement incontrôlé des inégalités, ou encore contribuer à en limiter ses effets destructeurs. Pour paraphraser Angus Deaton, prix Nobel d'économie en 2015, et auteur de *La grande évasion - Santé, richesse et origine des inégalités* (2016), l'accroissement des inégalités n'est pas un problème économique, mais un problème politique. Il est donc nécessaire d'introduire dans l'équation tout un ensemble de questions qui sont liées aux choix politiques des sociétés dans la recherche tant des fondements que des éléments explicatifs du phénomène. En clair, les économies de marché font face à des choix étroits de politique publique. Des politiques sociales intelligentes et novatrices, appuyées par des politiques de redistribution et des normes sociales renouvelées, peuvent servir d'instruments correcteurs de régimes de croissance fondamentalement iniques et ainsi favoriser un développement inclusif. On espère que les résultats de ces politiques si attendues apporteront une réponse concrète à la fois aux problèmes liés à l'apaisement social, c'est-à-dire l'inclusion des laissés-pour-comptes, et au maintien de la création de la richesse, clé de voute d'une société intégrale et abondante.
- 12 Durant les années 1990, une génération de programmes ou instruments de redistribution sociale vit le jour au sein du dispositif de protection sociale des pays en développement. Dans le paysage des politiques sociales, ces instruments furent baptisés de « filets de sécurité sociale » ou de « transferts sociaux »¹⁰. Dans certains pays, ces filets de sécurité sont devenus une composante des systèmes de protection sociale déjà en vigueur ; dans d'autres, ils tiennent office de système de protection sociale à part entière. Néanmoins, force est de constater que ces derniers sont couramment utilisés comme instruments de redressement privilégiés dans les champs de la lutte contre la pauvreté, les inégalités et les exclusions¹¹. Ils comprennent, entre autres, des transferts monétaires et en nature ciblés sur les ménages pauvres et vulnérables et ont pour principal objet la protection des familles victimes des répercussions des chocs économiques, de catastrophes naturelles et d'autres crises ou risques.
- 13 Vers le tournant des années 2000, la Banque mondiale a suggéré une perspective exprimée en terme de gestion du risque social. Le cadre de définition de la gestion du risque social a été conceptualisé par Holzman et Jorgensen (1999)¹² et Holzman, Sherburne-Ben et Tesliuc (2003)¹³. Celui-ci repose sur un double constat, à savoir que les pauvres sont les plus exposés aux risques divers, et qu'ils sont les moins bien outillés pour y faire face. Par conséquent, dans l'optique d'une politique d'aide sociale, il est impératif de « faciliter l'accès des pauvres aux instruments de gestion des risques

sociaux » étant donné que leur grande vulnérabilité les rend réticents à prendre des risques. Ainsi le fait de fournir des instruments de gestion des risques aux individus, et en particulier aux pauvres, devient donc à la fois une fin et un moyen du développement¹⁴.

3. Aperçu du numéro

- 14 Dans ce numéro spécial de la revue *Interventions économiques*, les articles proposés abordent sous l'angle de l'économie politique, mais aussi de différentes manières et dans plusieurs horizons disciplinaires et géographiques, la problématique de la relation entre développement et inclusion. Les textes présentés ici apportent un éclairage pertinent autour des effets possibles, récurrents et potentiels d'un ensemble de dynamiques en cours, notamment des politiques et stratégies tant habituelles que novatrices, en ce qui a trait tant à la nécessité qu'à la manière de conjuguer croissance et inclusion.
- 15 Ma contribution dans ce numéro explore le binôme développement et inclusion en inscrivant le sujet dans le sillage des effets sociaux de la croissance économique. *Développement et inclusion : Vers un agenda social innovant en Amérique latine* attire l'attention sur le rôle crucial des inégalités économiques et sociales considérées ici à la fois comme facteurs et variables intermédiaires dans la lutte contre la pauvreté, et comme tremplin et filtre nécessaire établissant la connexion entre croissance économique et réduction de la pauvreté. Le texte dresse un panorama général de la relation complexe entre croissance économique, inégalités et pauvreté, les trois piliers du triangle du développement, à partir d'une exploration approfondie de la situation au sein des pays de l'Amérique Latine, en particulier le Brésil. Certaines politiques publiques distributives et correctrices, notamment le renforcement de l'appareil de sécurité sociale, et surtout les transferts monétaires conditionnés vers les catégories sociales les plus pauvres, y font l'objet d'une analyse approfondie.
- 16 L'idée principale défendue ici est que la réduction des inégalités de revenus constitue un accélérateur potentiel de la réduction de la pauvreté. Dans toute économie de marché organisée, l'atteinte d'objectifs stratégiques liés à la lutte contre la pauvreté requiert une capacité des preneurs de décision à transposer dans les politiques publiques visant la cohésion sociale un contexte de croissance économique favorable. Cela permet à la fois de corriger les disparités criantes et humaniser les relations sociétales. Dans cette optique, un agenda social et de réduction de pauvreté à la fois ambitieux, innovant et englobant s'impose dans la région. Ce nouvel agenda permettrait d'aller au-delà de l'ancrage minimaliste actuel des politiques sociales et de chercher à arrimer les programmes de transferts conditionnés avec d'autres programmes sociaux existants afin de surmonter les structures traditionnelles de segmentation existantes en Amérique latine.
- 17 Quant à Emily Brearly, elle s'attèle à une histoire sociopolitique de la protection sociale en Amérique latine, en mettant en relief le problème de la malformation et du mal-développement de l'État-providence régional. Son texte *A History of Social Protection Latin America : From Conquest to Conditional Cash Transfers* examine le développement de l'État-providence dans l'ensemble de la région, depuis la conquête jusqu'à la gestation des programmes monétaires conditionnés. Cet article illustre avec un luxe détail la façon dont les dotations en facteurs initiaux ont arrêté le développement de politiques

sociales inclusives. Pour Brearly, le développement de l'État-providence en Amérique latine est fondamentalement tronqué. Les crises de la dette des années 1980, et non la démocratie, ont eu pour effet de déboucher sur la création de politiques d'aide sociale efficaces sous la forme de transferts monétaires conditionnés (TMC). Contrairement aux politiques d'aide sociale antérieures, soutient Brearly, les TMC ciblent mieux les pauvres, et ont réussi à augmenter les revenus tout en améliorant les indicateurs de développement humain. Toutefois ces programmes, aussi novateurs qu'ils soient, ne sont pas parvenus à modifier les fondements paradigmatiques de base de l'État-providence en Amérique latine. L'État Providence régional est toujours caractérisée par un système à deux vitesses: les riches ont une protection distincte et de meilleure qualité que les pauvres, ainsi que l'accès à de meilleurs services de santé et d'éducation.

- 18 Ainsi, alors que les transferts monétaires conditionnés ont contribué à apaiser les tensions sociales - certains pourraient même les qualifier d'une forme de « populisme » - ceux-ci ne constituent pas une solution pour les inégalités existantes, soutient Brearly. Tout au contraire, les TMC pourraient même retarder la création d'un État-providence réellement inclusif. L'auteur apporte ici une contribution originale et perspicace autour de la relation complexe entre le développement et l'inclusion. Car pour elle, l'unique voie permettant de réparer le contrat social régional et fournir de l'assurance sociale à tous les citoyens de la région serait de créer un système d'accès universel pour tous les travailleurs eu égard à la nature du travail effectué, formel ou informel.
- 19 Dans *Social Policies for Social Politics: How Conditional Cash Transfers are undermining Traditional Patrons in Northeast Brazil*, Lorenzo Daieff pose la question de savoir dans quelle mesure les programmes de transfert monétaires en espèces (TME) peuvent-ils réellement transformer la vie politique des pauvres, et favoriser une citoyenneté inclusive. Le texte aborde la dimension politique des programmes de transferts monétaires conditionnés en examinant la relation entre politique sociale et clientélisme politique. Ici l'auteur partage les résultats d'un travail effectué sur le terrain à Recife, dans l'État de Pernambuco, Brésil, autour des multiples interconnexions entre les politiques d'État, le clientélisme et la citoyenneté. Pendant plusieurs mois, Daieff y a mené des entretiens autant avec des bénéficiaires qu'avec des administrateurs du programme Bolsa Familia.
- 20 Dans ce texte, l'auteur soutient que les politiques sociales telles que les transferts monétaires en espèce ou conditionnés peuvent jouer un rôle important dans la difficile transition du clientélisme à la citoyenneté. La politique sociale, écrit Daieff, ne vise pas uniquement des effets politiques et électoraux. Celle-ci peut tout aussi bien être le moteur d'une transformation plus soutenue laquelle fait la promotion d'une citoyenneté inclusive et démocratique et met à l'écart les relations patrons clients traditionnelles qui ont longtemps contrôlé la vie politique dans le Nord-Est du Brésil. En ce sens, suggère Daieff, les TMEs ne peuvent nullement être assimilés à une forme d'achat de votes. Tout au contraire, ceux-ci sont plutôt de nature à contribuer au déclin du clientélisme.
- 21 Comment alors faire rejaillir les fruits de la croissance sur les plus démunis de la société ? À première vue, cette question paraît plus politique qu'académique. Toutefois plusieurs recherches ont démontré que les mécanismes appartenant aux lois du marché sont insuffisants, et parfois sans effets, quand il s'agit d'apporter des correctifs sociaux émanant d'inégalités criantes, en termes de protection des plus vulnérables, de prise en

compte des externalités et imperfections du modèle économique en opération. Devant cette situation, le concept de « croissance pro-pauvre » a été introduit dans le lexique des études sur le développement. La stratégie « pro-pauvre » prétend articuler une vision globale et intégrée qui, tout en se situant dans le sillage de l'impératif de croissance économique, le complémente.

- 22 Dans sa contribution à ce sujet, Chantal Marie NGO TONG explore l'opérationnalisation de la stratégie de croissance pro-pauvres au Cameroun et la manière de concrétiser cet objectif. L'ossature du travail réalisé par Tong vise à répondre à trois questions fondamentales, à savoir : Quel type de croissance ? Croissance pourquoi ? Croissance pour qui ? Adoptant une analyse prospective et stratégique, NGO TONG passe en revue plusieurs études réalisées dans le pays dans le cadre des programmes mis en place par les institutions internationales de concert avec le gouvernement camerounais. L'auteur est d'avis qu'en vertu des études réalisées dans le pays, il est fort approprié de déduire que la croissance au Cameroun s'est révélée être une croissance anti-pauvre ou faiblement pro-pauvre.
- 23 L'auteur présente les résultats des Enquêtes camerounaises auprès des ménages (ECAM I et II) sur les déterminants de la pauvreté, tels que perçus par les populations ; il fait de l'absence de décentralisation l'un des facteurs contribuant à la répartition inégale des fruits de la croissance et à la persistance de la pauvreté au Cameroun. Selon NGO TONG, la récurrence du débat sur la relation à établir entre la croissance et la pauvreté résulte du constat établi qu'une forte croissance économique n'induit pas *ipso facto* une réduction conséquente de la pauvreté. Dès lors, la question fondamentale des effets de la croissance sur la pauvreté met en exergue le fait que la croissance ne peut durablement avoir un impact positif sur la pauvreté que si sont prises en compte les inégalités qu'elle entraîne. Le texte souscrit à une compatibilité entre les stratégies économiques et les stratégies de lutte contre la pauvreté.
- 24 Dans le même ordre de choses, le texte exploratoire présenté par Sabrina Huet-Tremblay intitulé *Le développement équitable par le tourisme, le tourisme « pro-pauvres », et la formule des hôtels tout inclus dans les Caraïbes*, étudie le concept de tourisme « pro-pauvres » comme instruments et outils permettant de rendre la croissance plus inclusive et plus bénéfique en faveur des personnes pauvres et vulnérables. Pour elle, si la promotion du tourisme est fréquente au sein des discours et programmes des grandes institutions internationales de développement, la croissance de cette activité économique dans le Sud Global se produit toutefois bien souvent de concert avec la croissance des inégalités des communautés hôtes. Le tourisme en formule des hôtels tout inclus dans les Caraïbes illustre bien cet état de fait. Ici la philosophie du tourisme « pro-pauvres » est appréhendée comme moyen de résistance face à cette stratégie néolibérale de développement inégal.
- 25 Huet-Tremblay propose que l'idée du tourisme « pro-pauvres » soit plus proactive en ce qui concerne la mise de l'avant de solutions, par l'exclusion explicite de la forme majeure de tourisme qui produit de façon disproportionnée des inégalités pour les communautés hôtes affectées. L'auteure est d'avis que le tourisme « pro-pauvres » détient un réel potentiel de résistance à l'idéologie néolibérale dominant le développement contemporain du tourisme. Elle plaide pour une exclusion complète de la formule en hôtels tout inclus, car celle-ci comporte des effets contre-productifs en termes d'accroissement des inégalités économiques, sociales et environnementales.

- 26 Somme toute, il est curieux de constater que, dans certaines économies en croissance, les programmes visant la protection sociale proprement dite ont tendance à jouer un rôle marginal et résiduel dans les politiques publiques. Il serait encourageant de promouvoir au sein de ces sociétés une infrastructure sociale inclusive apte à fournir de la sécurité et de l'opportunité aux individus à travers le cycle de vie, de telle manière à partager de manière équitable tant le fardeau que les bénéfices de la croissance. À cette fin, pour reprendre les observations faites par le PNUD, la prestation universelle des services sociaux de base peut augmenter les compétences sociales et réduire la vulnérabilité structurelle. Il s'agit d'un moyen puissant de lisser les inégalités des chances et des revenus.

BIBLIOGRAPHIE

- Behrman, J.R., Gaviria, A., and Szekely, M., (2003) Social Exclusion in Latin America: Perception, Reality and Implications dans Behrman, J. R. et al. (dir.) *Who's In and Who's Out: Social Exclusion in Latin America*, Inter-American Development Bank, p 1-23
- Bourguignon François (1999) Absolute poverty, relative deprivation and social exclusion, Villa Borsig Workshop Series 1999 Inclusion, Justice, and Poverty Reduction, Paper prepared for the Workshop on the World Development Report organized by the DES, Berlin, Villa Borsig, February 2-3, 1999.
- Deaton, A. *La grande évasion - Santé, richesse et origine des inégalités*, PUF, 2016, 384p.
- José Antonio Ocampo (2004) Economic Development and Social Inclusion dans *Social Inclusion and Economic Development in Latin America*, chapitre 2, Banque interaméricaine de développement.
- Rodgers, G., Gore, C. and Figueiredo, J. (1995) Social Exclusion, Rhetoric, Reality, Responses, A contribution to the World Summit for Social Development, International Institute for Labour Studies, International Labour Organization, Genève.
- Sen, A (2000), 'Social Exclusion: Concept, Application, And Scrutiny', Asian Development Bank
- Tsakoglou, P., and F. Papadopoulos (2001) Identifying Population Groups at High Risk of Social Exclusion: Evidence from the ECHP. Discussion paper 392, Institute for the Study of Labor, Bonn.

NOTES

1. Billette, V. et J.-P. Lavoie (2010), « Vieillissements, exclusions sociales et solidarités », dans M. Charpentier et al. (dir.) *Vieillir au pluriel. Perspectives sociales*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 1-22.
2. Mayra Buvinic (2004), Introduction: Social inclusion in Latin America in Mayra Buvinic et Jacqueline Mazza (dir) *Social Inclusion and Economic Development in Latin America*, chapitre I, Inter-American Development Bank, chapitre I, 2004, p. 5.
3. Sen, Amartya (2000) *Social Exclusion: Concept, Application and Scrutiny, Social Development*, Paper No. 1, Office of Environment and Social Development, Banque asiatique de développement, juin.

4. *L'humanité divisée : combattre les inégalités dans les pays en développement*, Programme des Nations Unies pour le développement, novembre 2013
5. Rapport sur le développement humain 2014 - Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience P. 2.
6. Les économies dites émergentes apparaissent comme l'émanation de la crise du capitalisme survenue au tournant des années 1980. Cette période a vu dans beaucoup de pays l'adoption de règles du jeu beaucoup plus libérales que dans les décennies d'après-guerre.
7. Le terme « Consensus de Washington » réfère à un ensemble de recommandations politiques en direction des pays en voie de développement : ouverture commerciale, privatisations, déréglementation des marchés, libéralisation du système bancaire, flexibilité du marché du travail. L'objectif était donc de construire un nouveau régime de croissance, reposant sur l'initiative privée, la concurrence et une insertion étroite dans la division internationale du travail.
8. La notion de filet de sécurité est couramment utilisée dans les champs de la lutte contre la pauvreté, les inégalités et les exclusions, dans les pays en développement comme au Nord. Elle évoque globalement les instruments permettant de soutenir les personnes en situation de pauvreté, de précarité et exclues de la croissance économique.
9. Dans le vocabulaire des experts, la protection sociale désigne tout ensemble de mesures prises afin d'améliorer ou protéger le capital humain. Cela peut inclure certaines interventions dans le fonctionnement du marché du travail ou encore un soutien ciblé du revenu.
10. Concrètement il s'agit d'un ensemble de mesures, incluant des transferts monétaires sans contrepartie à des personnes ciblées, permettant de soutenir les personnes exclues de la croissance économique, celles qui sont en situation de pauvreté, de précarité et d'exclusion sociale.
11. Selon le rapport intitulé *The state of Global Safety Nets 2014*, qui examine le champ d'application des filets de protection sociale, ces derniers profitent à plus de 1 milliard de personnes vivant dans 146 pays à faible revenu intermédiaire. Voir à ce sujet : Ugo Gentilini, Maddalena Honorati, and Ruslan Yemtsov *The state of Global Safety Nets 2014*, Social Protection and Labor Global Practice of the World, Washington D.C., banque mondiale, 2014.
12. Holzmann, R. and Jørgensen, S. *Social risk management: a new conceptual framework for social protection and beyond*, Washington, DC, World Bank: Social Protection Discussion Paper No.0006, février 2000. Disponible: <http://info.worldbank.org/etools/docs/library/80363/conceptfram.pdf>
13. Robert Holzmann, Lynne Sherburne-Ben, Emil Tesliuc « Gestion du risque social : la Banque mondiale et la protection sociale dans un monde en voie de mondialisation », *Revue Tiers-Monde*, 2003, tome 44, N°175. p. 501-526
14. *Ibid*, P. 507